

PICUM INFORMATIONS TRIMESTRIELLES juillet – septembre 2013

FRONTIÈRES

NATIONS UNIES

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

SOINS DE SANTÉ

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

FEMMES SANS-PAPIERS

ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS

DÉTENTION ET EXPULSION

PUBLICATIONS ET DOCUMENTATION

FRONTIÈRES

ITALIE / Appels à une réforme de la politique migratoire de l'UE après la tragédie de Lampedusa

L'Union Européenne fait actuellement l'objet de pressions au sujet de sa politique migratoire après qu'un bateau venant de Libye et transportant environ 500 migrants, principalement d'Erythrée et de Somalie, a chaviré au large de l'île de Lampedusa le 3 octobre 2013, ne laissant que 155 survivants. Les personnes décédées durant cet incident ont reçu la nationalité italienne alors que les survivants ont été placés sous enquête et sont passibles d'une amende allant jusqu'à 5000 euros par personne pour être entrés sur le territoire italien de façon irrégulière et s'être rendus coupables, selon la loi italienne, d'« immigration clandestine ». Lors d'une réunion au Luxembourg le 8 octobre 2013, la Commissaire aux Affaires Intérieures de l'UE, Cecilia Malmström, a demandé aux ministres des 28 États membres d'autoriser une opération majeure de l'agence européenne de gestion des frontières Frontex « couvrant toute la Méditerranée, de Chypre à l'Espagne. » Entre-temps, des groupes de défense des droits de l'homme ont critiqué l'UE pour l'intérêt croissant porté à la sécurité aux frontières qui, selon eux, pousse de plus en plus de migrants à emprunter des routes moins sûres. Ils exigent de l'UE qu'elle revoie sa politique de coopération avec des pays tiers autour du contrôle migratoire alors qu'elle ferme les yeux devant les violations de droits de l'homme subies par les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans ces mêmes pays. Des milliers de migrants sont arrivés aux côtes sud de l'Italie durant ces derniers mois, beaucoup d'entre eux venant de Syrie, d'Égypte ou de Libye. Le Premier Ministre italien, Enrico Letta, a rappelé le principe de solidarité de l'UE en août 2013 après plusieurs incidents ayant mené à la mort en mer de centaines de migrants.

Sources: [The Guardian](#), 8 octobre, 2013; [El País](#), 6 octobre 2013 [Adnkronos](#), 11 août 2013

MALTE / La responsabilité internationale vis-à-vis des migrants secourus

L'équipage du pétrolier Salamis sous pavillon libérien a secouru 102 migrants naufragés le 5 août 2013. En route pour Malte, le capitaine du bateau avait pour objectif de débarquer sur l'île. Cependant, Malte a refusé le débarquement, ce qui a mené à un débat sur la responsabilité humanitaire des États membres de l'UE. Le pétrolier a finalement été reçu par l'Italie, malgré l'appel de la Commission Européenne à ce que Malte prenne les mesures appropriées et autorise le bateau à débarquer. Le Premier Ministre

maltais Muscat a déclaré qu'il adopterait la même attitude si un scénario similaire venait à se reproduire. En juillet 2013, la Commissaire pour les enfants, Helen D'Amato, a condamné la politique et la pratique des renvois – évitant l'arrivée de migrants en situation irrégulière – la qualifiant de violation des droits de l'enfant et du principe de non refoulement, et a formellement exprimé son inquiétude au Ministère des Affaires Intérieures et de la Sécurité Nationale. La Commissaire a aussi fait part de sa préoccupation au Ministre de la Santé au sujet des mineurs non accompagnés et des familles avec enfants détenus à Malte, malgré la politique de non détention des enfants.

Sources: [EUROPA Press Release Rapid](#), 6 août 2013; [Malta Today](#), 8 août 2013; [Malta Independent](#), 13 juillet 2013

RAPPORT / Nouveau rapport d'Amnesty International attirant l'attention sur la situation des migrants et des réfugiés

Le 9 juillet 2013, Amnesty International (AI) a publié un rapport intitulé « L'Europe Frontière – Violations des droits de l'homme à la frontière entre la Grèce et la Turquie » ("Frontier Europe - Human rights abuses on Greece's border with Turkey") faisant partie de la campagne « Grèce : Ne mettons plus de vie en danger. Stop aux renvois ! » ("Greece: Stop putting lives at risk. No more push backs!"). Le rapport relève que les migrants et les réfugiés tentant de rejoindre l'UE en passant par la Grèce sont régulièrement renvoyés en Turquie par la police aux frontières et les garde-côtes grecs. Ils sont renvoyés sans que ne soit effectuée une évaluation des circonstances personnelles de chacun d'entre eux. Cette pratique met des vies en danger, y compris celles d'enfants, et va à l'encontre du droit national, international et communautaire. Le rapport complet est disponible [ici](#). Pour vous joindre à la campagne, cliquez [ici](#).

Source: [Amnesty International](#), 9 juillet 2013.

RAPPORT / Mesures et défis pour les droits fondamentaux lors de l'arrivée des migrants par mer

L'Agence Européenne pour les Droits Fondamentaux (FRA) a publié un rapport en août 2013 intitulé « La solidarité dans l'UE et Frontex : défis pour les droits fondamentaux » ("EU solidarity and Frontex: fundamental rights challenges"). Le rapport analyse dans quelle mesure les droits fondamentaux sont appliqués lors des opérations conjointes de Frontex et l'UE en mer. Le rapport (en anglais) peut être téléchargé [ici](#).

NATIONS UNIES

ONU / Le Dialogue de Haut-Niveau appelle à l'adoption de mesures pour protéger les droits de millions de migrants

Le second Dialogue de Haut-Niveau des Nations Unies sur la Migration et le Développement s'est déroulé à New-York du 3 au 4 octobre 2013. Ce dialogue de deux jours visait à identifier des mesures concrètes à adopter afin de renforcer la coopération et d'amplifier les bénéfices de la migration internationale pour les migrants et les pays, tout en réduisant ses conséquences négatives. Le dialogue a abordé des questions telles que les liens entre migration et développement durable, mobilité du travail et conditions de travail, tout comme la situation de groupes particulièrement vulnérables tels que les femmes et les enfants migrants.

L'assemblée composée de 193 membres a aussi adopté une déclaration afin de d'élaborer un agenda efficace et inclusif à propos des migrations internationales, qui prenne en compte le développement et le respect des droits de l'homme en améliorant la performance d'institutions et de structures préexistantes. L'assemblée a aussi condamné le racisme et la discrimination contre tous les migrants. Pour visionner les débats en session plénière et en table ronde, cliquez [ici](#). Avant même ce Dialogue de Haut Niveau, le 15 juillet 2013, l'Assemblée Générale des Nations Unies avait réuni des dirigeants et des organisations de la société civile du monde entier à New-York afin qu'ils puissent partager leurs expériences et faire des recommandations aux gouvernements à travers d'auditions interactives. Ces auditions se sont concentrées particulièrement sur les questions clés de l'agenda des cinq ans de la société civile : travailleurs migrants et mobilité, droits des migrants et protection, développement humain et diaspora et gouvernance migratoire et partenariats. Les discours prononcés durant ces auditions interactives sont disponibles [ici](#). Pour plus d'information sur le Dialogue de Haut Niveau et la participation de la société civile, cliquez [ici](#).

Sources: [Press release](#), UN News Centre, 3 octobre 2013

ONU / La Convention de l'OIT sur les Travailleurs Domestiques entrée en vigueur

La Convention de l'Organisation Internationale du Travail sur les Travailleurs Domestiques (No. 189) est entrée en vigueur le 5 septembre 2013, étendant les droits fondamentaux du travail à l'ensemble des travailleurs domestiques. Selon le dernier rapport de l'OIT intitulé « Les Travailleurs Domestiques à travers le monde » ("[Domestic Workers Across the World](#)"), il y a environ 53 millions de travailleurs domestiques dans le monde, principalement des femmes originaires d'Asie et d'Amérique Latine. Ce chiffre n'inclut pas les travailleurs domestiques mineurs dont le nombre est estimé à 10 millions à travers le monde. A ce jour, [dix pays ont ratifié la convention](#). La Convention est actuellement en vigueur en Uruguay, aux Philippines et à l'île Maurice, et entrera en vigueur un an après la date de sa ratification dans les sept pays restants.

Sources: [International Labour Organisation](#), 5 septembre 2013; [IDMW](#), 4 septembre 2013

ONU / Journée Internationale de la Jeunesse célébrée sur le thème de la migration

Cette année, la Journée Internationale de la Jeunesse du 12 août a été célébrée sur le thème « Migration de la Jeunesse : Faire Avancer le Développement » ("Youth Migration: Moving Development Forward"). Selon l'ONU, il y avait 27 million de jeunes migrants internationaux en 2010. La commémoration de 2013 avait pour objectif de sensibiliser le public aux opportunités et aux

risques liés à la migration des jeunes et impliquer les jeunes dans des discussions sur leurs expériences de migration. Les parties concernées ont rappelé le potentiel des jeunes migrants pour conduire le développement et amener le changement mais ont aussi averti des risques de conditions de travail médiocres et de la discrimination basée sur le genre, l'origine ethnique ou la religion. Pour consulter le prochain Rapport Mondial sur la Jeunesse 2013, cliquez [ici](#).

Sources: Département de l'ONU des Affaires Économique et Sociales (DESA) [Newsletter](#), Volume 17, No.08, août 2013; [Associated Press](#), 12 août 2013

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

PARLEMENT EUROPEEN / Le système de surveillance EUROSUR approuvé

Le Parlement Européen a adopté la proposition de la Commission pour la mise en place du [Système Européen de Surveillance](#) des frontières (EUROSUR) le 9 octobre 2013. EUROSUR est un système de surveillance pan-européen qui a été promu avec les trois objectifs principaux suivants : réduire le nombre de migrants en situation irrégulière qui entrent dans l'Union Européenne sans être détectés, réduire le nombre de morts de migrants en situation irrégulière en sauvant plus de vie en mer et augmenter la sécurité intérieure de l'UE dans son ensemble en contribuant à la prévention du crime international. Les opérations seront menées par les Etats membres en coopération avec l'Agence Européenne pour la Gestion des Frontières Extérieures de l'Union Européenne (Frontex). La Commission de l'UE et plusieurs médias ont souligné le fait qu'EUROSUR pourrait éviter de futures tragédies de morts de migrants en mer telles que celle arrivée près de Lampedusa en Italie le 3 octobre 2013 où plus de 360 personnes sont mortes. Cependant, EUROSUR a été prévu depuis 2008 et les détracteurs avancent que le but n'est pas d'améliorer les opérations de sauvetage mais de plus sécuriser les frontières extérieures de l'UE pour les rendre encore plus impénétrables.

Sources: [European Commission, Press Release](#) 9 octobre 2013; [Deutsche Welle](#), 11 octobre 2013

COMMISSION EUROPEENNE / La Commissaire européenne Malmström met en garde contre les refoulements au Forum sur la réinstallation

La Commissaire européenne pour les Affaires Intérieures, Cecilia Malmström, a souligné au Forum sur la Réinstallation le 25 septembre 2013 que les refoulements de réfugiés et de migrants sont illégaux et contraires au principe de non-refoulement et que l'accès à la procédure d'asile doit être garanti par les Etats membres de l'Union Européenne. Le Forum sur la Réinstallation vise à discuter des pressions actuelles et des leçons tirées de la réinstallation et pour partager des informations sur les côtés pratiques de la réinstallation entre les Etats membres de l'UE. L'instrument de la réinstallation pourrait fournir une opportunité pour les Etats membres qui ont peu de demandeurs d'asile pour prendre plus de responsabilité dans le système commun de l'UE.

Sources: [Discours de la Commissaire Cecilia Malmström](#), Forum sur la Réinstallation, 25 septembre 2013; [Malta Today](#), 26 septembre 2013

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

ROYAUME-UNI / Le gouvernement s'engage dans la réduction de la migration irrégulière

Après que des chiffres du Rapport Trimestriel de Statistiques de la Migration d'août 2013 ([Migration Statistics Quarterly Report](#)) ont montré une augmentation du solde migratoire au Royaume-Uni, des fonctionnaires du gouvernement ont annoncé de nouveaux efforts pour réduire encore plus le solde migratoire. Selon le porte-parole de l'opposition pour l'immigration, Chris Bryant, la migration irrégulière "devient de pire en pire avec moins de personnes se faisant arrêter à la frontière, des fuites en hausse et des expulsions en baisse". Cela vient après que des plaintes judiciaires contre le ministère de l'Intérieur, qui a utilisé des vans avec le message « rentrez chez vous ou vous risquez d'être arrêtés » dans la campagne controversée au Royaume-Uni visant les migrants sans-papiers à Londres (voir la [newsletter de PICUM](#) du 22 août 2013), ont forcé le ministère de l'Intérieur à retirer la campagne. Pendant ce temps, le ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni a mené trois consultations sur des propositions récentes pour faire baisser le nombre de migrants irréguliers : la proposition d'obliger les propriétaires à contrôler le statut migratoire des locataires, l'accès aux services de santé pour les migrants sans-papiers et une consultation sur le travail irrégulier. Les consultations ont été critiquées par les groupes de droits des migrants pour le choix limité de réponses proposées dans le questionnaire. Le Premier Ministre, David Cameron, a fermement repoussé le projet du député britannique Nadhim Zahawi pour les 570 000 migrants sans-papiers estimés vivre au Royaume-Uni qui visait à être avantageux politiquement et à convaincre un grand nombre de Britanniques non-blancs que le Parti Conservateur est capable de les représenter.

Sources: [BBC](#), 29 août 2013; [The Guardian](#), 12 août 2013; [The Huffington Post](#), 3 juillet 2013

RAPPORT / Migration en Croatie et Macédoine

Un nouveau rapport du Service Jésuite des Réfugiés (JRS) intitulé "De la porte de service à la porte d'entrée : les routes des migrations forcées à travers la Macédoine vers la Croatie" (« [From back door to front door: Forced migration routes through Macedonia to Croatia](#) »), publié le 29 juillet 2013, étudie les expériences des migrants en Macédoine et en Croatie. Le rapport montre que les deux pays sont plutôt des pays de transit que de destination avec une augmentation du nombre de migrants transitant par la région pour atteindre les pays de l'Union européenne pour demander l'asile. Avec la récente entrée de la Croatie

dans l'Union européenne le nombre de migrants devrait continuer à augmenter. Mais d'après le rapport, le système d'asile en Croatie fonctionne déjà à la limite de sa capacité. Le rapport fait un certain nombre de recommandations clés dont une véritable mise en place des règles d'asile de l'Union européenne en Croatie, une amélioration des capacités de traitement et du niveau de prise en charge et la continuation de la politique positive de la Croatie de s'engager dans le dialogue et la coopération avec les organisations de la société civile.

RUSSIE / Des camps improvisés avec plus de 1 000 migrants irréguliers

Après des rafles de la police, des milliers de migrants irréguliers, la plupart du Vietnam, ont été temporairement détenus dans des camps improvisés en Russie. Selon de nouvelles sources, un total de 2 400 personnes ont été détenues par la police de Moscou dans une semaine et des camps de fortune ont contenu plus de 1 000 personnes. Dans de nombreux cas, les employeurs ont confisqué les passeports des migrants, ce qui rend les procédures plus longues et leur séjour illimité. Les activistes des droits de l'homme ont appelé à des enquêtes sur les cas de traite et de travail forcé plutôt que de persécuter seulement les migrants pour leur séjour irrégulier.

Source: [Ria Novosti](#), 4 août 2013

SOINS DE SANTÉ

BELGIQUE / Expulsion de demandeurs d'asile atteints du SIDA

Le nombre d'expulsions de demandeurs d'asile déboutés atteints du SIDA a augmenté en Belgique. Le Président du Groupe Socialiste, Philippe Mahoux, a demandé à la Secrétaire d'Etat pour l'Asile et la Migration Maggie De Block de fournir une clarification écrite sur le sujet étant donné qu'une interruption de traitement antirétroviral peut causer de graves problèmes de santé pour les demandeurs d'asile et les migrants atteints.

Source: [Le Soir](#), 30 août 2013

ESPAGNE / L'accès au service de santé pour les travailleurs migrants irréguliers

Amnesty International a dénoncé le 4 juillet 2013 le fait que 83 000 migrants sans-papiers en Espagne ne détiennent pas de carte d'assurance de santé, conséquence des récents amendements dans le système de santé espagnol. Avec la réforme de la loi, les migrants sans-papiers ont seulement le droit de recevoir des soins d'urgence, d'accouchement et de maternité. Cependant, cette loi est appliquée différemment selon les régions autonomes en Espagne. Par exemple, dans les Asturies les migrants sans-papiers se voient garantir l'assistance, tandis que dans la région de Madrid, ils rencontrent d'immenses obstacles pour accéder aux services de santé. Diverses ONG travaillant sur le sujet ont informé les autorités compétentes du gouvernement des problèmes continus auxquels font face les migrants.

Sources: [El Pais](#), 1 septembre 2013; [El Mundo](#), 4 juillet 2013

ROYAUME-UNI / Un rapport de Medical Justice sur les femmes enceintes en détention

L'organisation caritative britannique Medical Justice, a récemment publié le rapport « Attendre le changement : Plaidoyer pour en finir avec la détention des femmes enceintes immigrées pour raisons liées aux contrôles de l'immigration » (« [Expecting Change: The Case for Ending the Immigration Detention of Pregnant Women](#) ») qui analyse l'histoire, la politique et la législation de la détention des femmes enceintes immigrées. Le ministère de l'Intérieur n'a pas de chiffres sur le nombre de femmes enceintes détenues, ce qui soulève des questions sur la manière dont la politique de détenir les femmes enceintes seulement dans des circonstances très exceptionnelles est effectivement appliqué.

Source: [Medical Justice](#), 20 juin 2013

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

GRECE / Rapport récurrents sur l'exploitation des travailleurs migrants irréguliers

Après la publication d'un rapport intitulé "Nous rêvions de l'Europe mais nous sommes réveillés esclaves à Megara", dans le journal grec *Elftherotypia* le 31 août 2013 expliquant les conditions précaires confrontées par les travailleurs migrants dans la ville grecque de Megara, une enquête plus approfondie a été menée par un procureur. Une des plaintes les plus graves du rapport concerne la communauté pakistanaise à Megara. Le chef de cette communauté a déclaré qu'il avait environ 1 000 Pakistanais en situation régulière et 700 sans-papiers qui vivaient là-bas dans des poulaillers, travaillant jusqu'à 15 heures par jour pour une rémunération faible, voire nulle. Le groupe dit avoir été victime d'une escroquerie massive de traite, dirigée par un homme local qui leur a fait la fausse promesse d'aider leurs amis et parents à obtenir des visas et leur a pris leur argent. Cela fait suite au cas de la fusillade de 28 travailleurs migrants bangladais durant une dispute à propos de salaires impayés dans une plantation de fraises à Manolada, en Grèce, le 17 avril 2013 qui a aussi révélé la situation désespérée de milliers de travailleurs migrants qui travaillent principalement dans le secteur agricole (Voir le [Bulletin PICUM](#), 17 mai 2013). Le gouvernement grec a donné un permis de résidence temporaire seulement aux 35 migrants blessés. Cependant, le Conseil Grec pour les Réfugiés (CGF) demande un permis de résidence pour tous les 150 travailleurs migrants impliqués, ainsi que la reconnaissance que le crime se basait sur des

motifs raciaux. Selon les media grecs, le Front Militant de Tous les Travailleurs (PAME) et le Centre de Travail Amaliada, entre autres, ont demandé des sanctions pour les employeurs criminels en soumettant une plainte à la Cour Suprême du pays.

Sources: [EneTEnglish](#), 5 septembre 2013; [Elftherotypia](#), 31 août 2013; [El País](#), 30 juin 2013

FEMMES SANS-PAPIERS

TRAITE / Un nouveau guide sur l'expérience des femmes victimes de traite

Femme frontière (Mujer Frontera) un réseau de femmes migrantes, dont beaucoup ont été victimes de traite, a publié un nouveau guide sur la traite. Le guide, disponible en anglais, français et espagnol donne des conseils aux victimes, identifie les mécanismes de soutien existant, analyse les principaux instruments de politique et résume l'expérience des femmes elles-mêmes. Pour le télécharger, veuillez cliquer [ici](#).

MONDE / Lancement du site du Groupe de Travail sur les Femmes et la Migration Mondiale

Le Groupe de Travail sur les Femmes et la Migration Mondiale (Women and Global Migration Working Group, WGMWG) a été institué à l'Association pour les Droits de la Femme et le Développement (Association for Women's Rights in Development, [AWID](#)) en avril 2012. Le Groupe de Travail vise à renforcer une analyse de genre au sein des mouvements de droits des migrants à l'échelle mondiale et se compose actuellement d'organisations nationales, régionales et mondiales. Le Groupe de Travail a lancé un nouveau [site internet](#) et présenté le document de plaidoyer du Caucus sur les Femmes et la Migration Mondiale pour le Dialogue de Haut Niveau des Nations Unies sur les Migrations Internationales et le Développement. Le document est disponible en [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#).

ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS

RAPPORT / Mise en œuvre du plan d'action afin d'atteindre l'Eradication des pires formes de travail des enfants.

The International Labour Organisation a récemment publié un guide intitulé « Mettre en œuvre le plan d'action pour atteindre l'éradication des pires formes de travail des enfants » ([Implementing the Roadmap for Achieving the Elimination of the Worst Forms of Child Labour by 2016](#)). Le guide fournit la connaissance nécessaire, la capacité et des outils pour des décideurs nationaux, les praticiens et les autres intervenants clés pour combattre le travail des enfants et considère les enfants sans-papiers comme étant plus exposés aux risques de devoir travailler, à l'exploitation et au trafic.

ESPAGNE / La Cour Suprême de Justice déclare que la protection de la vie familiale des migrants peut empêcher leurs expulsions.

Dans un jugement rendu le 15 mars 2013, La Cour Suprême de Justice de Madrid (Tribunal Superior de Justicia de Madrid) a infirmé l'ordre d'expulsion d'un père immigré, en affirmant que le droit de son enfant "de grandir et d'être éduqué et élevé par ses parents" est prédominant. Bien que la loi espagnole ne déclare pas expressément que l'expulsion d'un migrant peut être conditionnelle à sa vie privée ou familiale, la Cour a jugé que s'il était possible de déduire cette limite des buts généraux poursuivis par la loi, alors les migrants ne peuvent pas être expulsés, et que l'art. 39 de la Constitution espagnole, qui fournit la protection juridique à la vie familiale, est un principe directeur du système légal espagnol, ainsi cela s'applique aussi aux familles de migrants dans les cas d'expulsion.

Source: [Colegio de Abogados de Madrid](#), 29 mai 2013

PARLEMENT EUROPEEN / Résolution sur la situation d'enfants non-accompagnés.

Le 12 septembre 2012 le Parlement Européen (EP) a adopté une résolution appelant l'Union Européenne à rédiger des lignes directrices stratégiques à utiliser par tous les pays membres afin de mieux protéger les enfants non-accompagnés. La résolution fait écho au compte rendu de mi-mandat de la Commission et ses plans d'actions concernant les mineurs non accompagnés. Les lignes directrices appellent les Etats membres à fournir aux mineurs non accompagnés une protection adéquate, sans tenir compte de leur statut. Ceci inclut l'accès à l'assistance légale et psychologique, l'éducation et la Sécurité Sociale aussi bien qu'un logement stable, séparé des adultes et jamais dans des centres fermés de détention. Pour voir la résolution et les lignes directrices, cliquez [ici](#).

UE / Nouvelle décision de responsabilité des États membres concernant la demande d'asile de mineurs non-accompagnés

La Cour de justice de l'Union européenne basée à Luxembourg a annoncé une nouvelle décision en adéquation avec la régulation de Dublin II le 6 juin 2013. Si un mineur non-accompagné fait une demande d'asile dans un État membre et se déplace ensuite vers un autre État membre et fait une autre demande d'asile, l'État membre responsable d'examiner la demande d'asile sera le pays dans lequel le mineur est présent. La décision suit l'exigence que toutes les actions prises par les autorités doivent être prises dans l'intérêt supérieur de l'enfant ce qui signifie que le transfert de l'enfant dans un autre État membre devra être évité.

ROYAUME-UNI / La Cour réaffirme le devoir des collectivités locales de fournir une assistance aux enfants dans le besoin ayant des demandes d'asile en suspens ou en appels

Dans un jugement récent, la Cour d'appel a réaffirmé le droit établi par la jurisprudence antérieure (le Conseil municipal de Birmingham v Clue [2010] EWCA Civ 460), pour les collectivités locales de fournir une aide au logement et une assistance aux familles avec des enfants qui ont une demande d'asile en suspens ou un appel avec les services d'immigration ou d'autre obstacle relatif à un retour dans leur pays d'origine. Le cas concernait un couple nigérian ayant trois enfants tous nés au Royaume-Uni, âgé entre 2 et 8 ans et qui réside irrégulièrement au Royaume-Uni depuis 2002. Le Conseil municipal a ainsi consenti à fournir un logement à la famille pendant la procédure juridique. La Cour a constaté que la collectivité locale n'aurait pas dû avoir retiré l'assistance à la famille lorsqu'on leur a refusé de rester, avant qu'ils n'aient l'occasion de bénéficier de leur droit et ainsi de faire appel de la décision et protéger leur vie privée et familiale.

Lisez le jugement complet [ici](#).

Source : [Migrant Children's Project Newsletter](#), août 2013

DÉTENTION ET EXPULSION

ROYAUME-UNI / Des enfants continuent à être détenus

Selon des chiffres du Ministère de l'Intérieur britannique, des enfants de moins de 18 ans continuent à être détenus dans des maisons d'arrêt d'immigration réservé aux adultes deux ans après que le gouvernement de coalition ait annoncé qu'une telle détention s'arrêterait. Des chiffres récemment publiés par le Ministère de l'Intérieur démontrent que le nombre d'enfants d'immigrants retenus a presque doublés passant de 127 en 2011 à 242 en 2012. Un total de 444 enfants a été retenu depuis 2010 malgré plusieurs déclarations gouvernementales de cette année proclamant que la détention d'enfant n'était plus une réalité au Royaume-Uni.

Sources: [Children & Young People Now](#), le 30 juillet 2013; [The Independent](#), le 1 septembre 2013

USA / Les coûts de la détention

En août 2013, le Forum d'Immigration national a publié "The Math of Immigration Detention", un rapport qui illustre les économies que le gouvernement américain pourrait faire s'il investissait dans des alternatives plus efficaces que la détention. Selon le rapport, Immigration and Customs Enforcement (ICE) ont détenu un total de 429,247 migrants pendant l'année 2011 et dépense chaque année presque 2 milliards de \$ en détention de migrants. Cependant, si des mesures alternatives été présentées pour les détenus, il est évalué que les dépenses seraient réduites de 80 % ce qui équivaldrait à une économie de 1.44 milliards de \$ par an. Néanmoins, le budget de Chambre des représentants pendant l'exercice 2014 indique que la détention de migrants augmentera en fait à 5.6 millions de \$ par jour, une grande partie est payé a des compagnies privées en charge des centre de détentions.

Source: [The National Immigration Forum](#), 29 August 2013; [The Huffington Post](#), 29 August 2013

SUISSE / Compensation pour conditions de détention inadéquates.

Le tribunal de Genève a récemment attribué une compensation à un migrant qui avait été détenu dans des conditions qui ont manqué de satisfaire les standards européens minimum. Le plaignant, avec cinq autres personnes, a passé 24 nuits dans une cellule de détention de 23 m² ce qui est au-dessous de la mesure d'espace vital minimale de 4 m² par personne, comme exigé par le Comité européen pour la Prévention de Torture. Les conditions violent aussi l'Article 3 de la Convention européenne de Droits de l'homme (ECHR) sous lequel l'ECTHR qui affirme que contenue des circonstances environnantes, l'espace vital entre 3 m² et 4 m² pourrait être considéré comme un traitement inhumain et/ou dégradant. Le tribunal de Genève a souligné que le manque de ressources ne pouvait pas justifier des conditions de détention incorrectes et a attiré l'attention sur le fait que plus de 80 détenus ont dû dormir sur le sol du centre de détention.

Source: Migration Policy Group 'Migration News Sheet', juillet 2013 issue

ROYAUME-UNI / Le jury d'enquête constate que Jimmy Mubenga a été "illégalement" tué

Un jury d'enquête au Royaume-Uni a constaté le 9 juillet 2013 que Jimmy Mubenga, un angolais qui est mort pendant son expulsion de Londres à l'Angola, a été illégalement tué. M. Mubenga est mort le 12 octobre 2010 (Voir le [PICUM Bulletin](#) - 7 décembre 2010), 40 minutes après l'embarquement dans un vol British Airways (BA) tandis qu'il était retenu par trois gardes de G4S dans son siège d'avion, attaché et ses mains menottées derrière son dos. Selon les passagers, M. Mubenga criait qu'il ne pouvait pas respirer, qu'on allait le tuer et avait demandé de l'aide. Aucun des passagers ou de l'équipage de BA n'est venu lui porter secours. Les trois gardes de G4S, une entreprise de sécurité privée, n'ont pas été reconnus coupables.

Source: [The Guardian](#), 9 juillet 2013

PUBLICATIONS ET DOCUMENTATION

ETUDE / 'Illégal' est l'adjectif le plus utilisé dans les médias Britannique pour décrire les 'immigrants'.

Afin d'examiner l'influence des medias et le rôle critique des journaux britanniques dans le discours sur la migration, l'Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford à réaliser une étude examinant les 20 principaux journaux Britanniques, entre 2010 et 2012. Grâce à un programme informatique l'étude a identifié la terminologie d'environ 58,000 articles. Le mot "Illégal"/clandestin apparait comme l'adjectif le plus commun pour décrire les "migrants" tandis qu' "échec" est la référence la plus commune pour qualifier les "demandeurs d'asile". L'analyse se concentre essentiellement sur la description des découvertes plutôt que sur l'élaboration de conclusions liées au débat sur les migrations.

Pour lire l'étude complète, cliquez [ici](#).

Source: [The Migration Observatory](#), août 2013